



HAL
open science

La politique extérieure fera-t-elle l'élection ?

Jana Jabbour

► **To cite this version:**

Jana Jabbour. La politique extérieure fera-t-elle l'élection ?. Les Dossiers du CERI, 2023, "Le retour de la démocratie en Turquie?". hal-04282001

HAL Id: hal-04282001

<https://sciencespo.hal.science/hal-04282001>

Submitted on 13 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE FERA-T-ELLE L'ÉLECTION ?

Jana Jabbour, Sciences Po, Paris, France

In : Dossier « Le retour de la démocratie en Turquie ? », *Les Dossiers du CERI*, avril 2023

<https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/la-politique-exterieure-fera-t-elle-l-electionffa3.html?d20>

L'année 2022 et le début de l'année 2023 ont été marqués par un activisme diplomatique sans précédent de la part de la Turquie. De la guerre en Ukraine à la crise syrienne, en passant par les tensions en Méditerranée orientale et la candidature de la Suède et de la Finlande à l'OTAN, aucun dossier de politique internationale n'a échappé à Ankara. L'engagement sur tous les fronts du président Recep Tayyip Erdoğan, son omniprésence sur la scène régionale et internationale ne relèvent pourtant pas du hasard : confrontés à une situation économique et sociale dégradée et fragilisés à l'intérieur, le Président turc et son Parti de la justice et du développement (AKP) misent sur la politique étrangère pour remporter la victoire aux élections présidentielle et législatives du 14 mai prochain.

A l'approche de cette échéance aux enjeux déterminants, le pouvoir essaie d'instrumentaliser la politique étrangère à des fins de politique intérieure. En effet, depuis deux décennies la politique étrangère en Turquie a contribué à une consolidation du pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan et de son parti ; elle est aujourd'hui un enjeu essentiel du scrutin.

Les vases communicants entre politique étrangère et politique intérieure

Renforcer son pouvoir en multipliant les partenariats et les alliances à l'étranger

L'engagement sur tous les fronts de Recep Tayyip Erdoğan vise à lui

assurer une nouvelle victoire électorale. Si le Président turc est aujourd'hui puissant, c'est précisément grâce aux relations qu'il a tissées avec l'ensemble des acteurs du système international, ce qui lui permet d'occuper une place centrale sur la scène régionale et internationale et ce qui fait de son maintien ou non au pouvoir constitue désormais un enjeu pour bon nombre d'Etats. Erdoğan a su se faire de nombreux alliés qui ont intérêt à sa réélection.

Ainsi, les élections turques sont suivies avec attention de Pékin à Téhéran, en passant par Moscou et Doha. La Turquie joue en effet un rôle essentiel dans les « importations parallèles » de gaz et de pétrole qui permettent à la Russie et à l'Iran de contourner les sanctions internationales . Pour Pékin et Doha, leur alliance avec Ankara renforce leur position face à leurs rivaux (respectivement les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite). Les autocrates qui dirigent ces Etats voient en Erdoğan un partenaire incontournable, dont le maintien au pouvoir est essentiel pour sauvegarder leurs intérêts.

Médiation et politique de nuisance

Le président turc a consolidé son pouvoir en jouant à la fois le rôle de médiateur et de perturbateur à l'international. La guerre en Ukraine a représenté une aubaine pour Erdoğan. En s'imposant comme médiateur entre Poutine et Zelensky et en réussissant à faire accepter aux parties en conflit l'accord sur l'exportation des céréales ukrainiennes, il a acquis une aura internationale, faisant de lui le premier bénéficiaire de la guerre en Ukraine. Critiqué pour son autoritarisme et sa gestion inefficace de la crise économique en Turquie, Erdoğan peut répondre en mettant en avant sa stature internationale.

La capacité de nuisance à l'étranger du président turc constitue un atout aux yeux de son électorat. En employant un discours agressif contre les puissances occidentales établies et en agissant en perturbateur, le Président turc en vient à incarner aux yeux de l'opinion turque la figure du Kabadayı, l'homme à la posture souverainiste qui ose défier un Occident perçu comme dominateur. Son attrait réside précisément en son habileté à perturber le jeu des puissances occidentales, longtemps maîtresses de la politique internationale. C'est

dans ce contexte qu'il convient de comprendre le refus par Ankara de l'adhésion de la Suède à l'OTAN : habitué à manipuler les événements à l'étranger pour gagner des points à l'intérieur, Erdoğan s'est saisi de l'autodafé d'un Coran à Stockholm pour s'opposer à l'entrée de la Suède dans l'organisation internationale. Cette posture de perturbateur consolide son assise électorale à l'approche du scrutin et il est même probable qu'une fois le scrutin passé, M. Erdoğan retourne à un discours plus modéré et à une posture plus accommodante.

Nationalisme et expansionnisme

Enfin, si Erdoğan a pu se maintenir au pouvoir aussi longtemps, c'est grâce à sa politique étrangère expansionniste dans la région. L'attitude intransigente du président turc et de son parti sur la question kurde, qui s'est traduite par le lancement depuis 2016 de trois offensives militaires contre les forces kurdes dans le nord de la Syrie et par la posture agressive d'Ankara à l'égard des rivaux de l'Est méditerranéen (Grèce, Chypre) sur le thème des hydrocarbures, sont en grande partie motivées par la nécessité d'attirer l'électorat ultranationaliste et de maintenir l'alliance que l'AKP a forgée avec le Parti d'action nationaliste (MHP), et qui lui a permis jusque-là d'avoir une majorité au parlement.

En ce sens, la doctrine du Mavi Vatan (Patrie bleue), favorable à une posture combative d'Ankara en Méditerranée orientale pour défendre les revendications maritimes et les intérêts turcs en matière d'exploitation des hydrocarbures, est instrumentalisée à des fins populistes et électoralistes.

Perspectives

A l'approche des élections du 14 mai, on peut s'attendre à ce que le pouvoir turc continue d'exploiter la politique étrangère de trois façons. Tout d'abord, Ankara est enclin à poursuivre sa politique de réconciliation avec Israël, l'Égypte, les Emirats arabes unis et l'Arabie Saoudite, qu'elle a initiée en 2022. En effet, prenant acte de son isolement régional et de la gravité de la crise économique que son pays traverse, Erdoğan est retourné à une conduite plus pragmatique de sa politique étrangère en initiant à partir de 2022 un rapprochement avec Tel Aviv, le Caire, Abou Dhabi et Riyad, avec lesquels la relation s'était détériorée dans la décennie 2010. Ce retour à la stratégie de « zéro

problème avec les voisins » a permis le retour des capitaux et des investissements du Golfe en Turquie, une excellente nouvelle pour un pays en grave crise économique et financière. A la suite de la visite officielle d'Erdoğan à Abou Dhabi, l'émirat a établi un fonds d'investissement de 10 milliards de dollars en Turquie et dans la foulée de la réconciliation avec Israël et l'Arabie Saoudite, le tourisme et les échanges commerciaux ont repris ces pays et la Turquie. Au lendemain des séismes de février dernier, Riyad a d'ailleurs annoncé qu'il allait effectuer un don de 5 milliards de dollars à la Banque centrale turque, une initiative censée revigorer l'économie et donner par-là un souffle à Erdoğan, dont la réussite électorale a, pendant vingt ans, reposé sur les bons résultats économiques de son pays. A l'approche des élections, il est fort probable qu'Ankara poursuive et approfondisse cette normalisation car le président turc mise sur ses nouveaux alliés et partenaires pour relever les nombreux défis auxquels il est confronté sur le plan intérieur et ainsi accroître ses chances de se maintenir à son poste.

La normalisation engagée avec la Syrie devrait également se poursuivre. En amorçant un difficile rapprochement avec le régime d'Assad, le pouvoir turc cherche à trouver une solution au problème des réfugiés syriens en Turquie et à priver ainsi l'opposition d'un de ses arguments de campagne .

Ensuite, on peut s'attendre à ce qu'Ankara maintienne sa ligne dure avec l'Occident, en cultivant les tensions avec les Etats-Unis et en continuant de bloquer l'entrée de la Suède dans l'OTAN. La stratégie de confrontation avec les Etats-Unis et l'Union européenne s'est en effet toujours avérée payante pour le pouvoir en contexte électoral. Dernier épisode en date : quand, en 2018, à l'approche du scrutin présidentiel, le président turc s'est efforcé d'envenimer les relations avec les Etats européens en s'en prenant en virulence à leurs dirigeants comme lorsqu'il a dénoncé les « pratiques nazies » de l'Allemagne ou qu'il a invité le président Macron à « faire examiner sa santé mentale » .

Enfin, si Erdoğan menace depuis quelques mois d'une offensive militaire contre les Kurdes du nord de la Syrie et contre les Grecs, ces menaces sont devenues plus irréalistes après les séismes. En effet, ceux-ci ont rebattu les cartes : Ankara n'a plus les moyens d'une

politique étrangère militariste et belliqueuse et toute l'attention du pouvoir est désormais tournée vers l'intérieur et focalisée sur la reconstruction des régions sinistrées. Il est fort probable qu'à l'approche du scrutin, le président turc continue à promouvoir l'islamo-nationalisme mais que celui-ci reste limité au discours et à la rhétorique politique, sans se concrétiser en une action militaire. Le risque demeure pourtant qu'une surenchère islamo-nationaliste finisse par pousser Ankara à s'engager dans une offensive militaire qu'il ne désire pas mais dans laquelle il doit s'engager pour sauver sa crédibilité.

Pour l'instant, et même s'il est trop tôt pour prédire l'impact des tremblements de terre de février dernier sur la politique étrangère turque, on peut déjà observer que la politique extérieure ne constitue plus une priorité du gouvernement AKP, désormais recentré sur les affaires intérieures, notamment la reconstruction et le relogement des sinistrés des séismes.

Le contexte instable du Moyen-Orient et la guerre en Ukraine avantagent le pouvoir turc qui bénéficie notamment du soutien de la Russie et de l'Iran. La politique internationale joue en faveur du président turc et de son parti, et ce d'autant plus que l'opposition n'offre pas d'agenda clair en matière de politique étrangère et que ses propositions – lorsqu'elles existent – sont proches de celles portées par le pouvoir.

Pour une partie des électeurs turcs, en matière de politique étrangère, l'opposition a moins d'ambitions géopolitiques que l'AKP et elle serait moins encline à adopter une posture combative pour défendre les intérêts et la place de la Turquie sur la scène internationale.

En poursuivant une diplomatie proactive et agressive et en tenant tête à l'Occident, Erdoğan et l'AKP ont renforcé la stature géopolitique de la Turquie, permettant à Ankara de s'affirmer comme un Etat pivot et un acteur incontournable des relations internationales. Ceci en soi attise le sentiment de fierté nationale et représente aux yeux de nombreux Turcs une réussite majeure qu'ils souhaiteraient irréversible, ce qui justifierait que l'AKP et son chef soient reconduits à la tête du pays.